



# 3<sup>ème</sup> Conférence Régionale 9 et 10 avril 2025

MABLY

la  
cgt Auvergne  
Rhône  
Alpes

3<sup>ème</sup> Conférence CGT AURA  
Salle polyvalente du bourg  
7 rue du Parc - 42300 Mably

HABITER, VIVRE,  
TRAVAILLER MOINS, MIEUX,  
TOUTES ET TOUS PARTOUT EN AURA.

DEUVRONS TOUTES ET TOUS ENSEMBLE  
POUR QUE CELA SOIT POSSIBLE.

## Sommaire

Portrait région Auvergne - Rhône-Alpes .....	Page 2
Bilan d'activité 2022 - 2024 .....	Page 4
Projet feuille de route 2025-2028 .....	Page 9
Les compétences du Conseil régional .....	Page 15
Documents repères .....	Page 19
Organigramme du Comité Régional CGT AURA .....	Page 28
Coordonnées des UD et professions AURA .....	Page 29
Liens utiles .....	Page 30

**Comité Régional CGT Auvergne - Rhône-Alpes**

112 rue Ney - 69003 LYON

Maison du Peuple - 4 place de la Liberté - 63000 CLERMONT-FERRAND

Tél. 04 72 60 53 13 - mail : [contact@cgt-aura.org](mailto:contact@cgt-aura.org)

## ÉDITORIAL

Dividendes records, suraccumulation de capitaux, dérèglement climatique qui ravage la planète et appelle une transformation du travail, multiplication des guerres, de trop nombreux pays aux mains de l'extrême-droite, explosion de la répression syndicale, d'actes et paroles racistes, de violences sexistes, homophobes... salaires forts minables, pauvreté et précarité qui font que se soigner ou se loger devient un luxe, fermeture d'usines en cascade, des Services Publics au bord du gouffre, les accès à la culture et au sport fortement réduits...

Quel sera le rôle renforcé du comité régional dans ce contexte de crises et de montée des paroles d'extrême droite, afin d'élever le rapport de forces pour remporter des succès revendicatifs, engager des projets alternatifs et participer ainsi à la transformation de notre modèle de développement pour « **Vivre, habiter, travailler, moins, mieux, toutes et tous en AURA** » ? Ce sera tout l'enjeu de notre prochaine conférence régionale convoquée les 9 et 10 avril 2025 à Mably.

La feuille de route proposée est ambitieuse. Sa mise en œuvre dépendra d'un **renforcement des liens « professions/territoires » et du « travailler ensemble CGT »** en lien étroit avec nos syndicats et les ULs.

C'est bien « dans ce clair-obscur qu'apparaissent des monstres » comme le précisait Antonio Gramsci, communiste italien emprisonné et torturé dans les geôles du fasciste Mussolini. Il nous rappelait surtout « **qu'au pessimisme de la réalité, opposons l'optimisme de la volonté.** »

Le Comité régional remercie les militant.es de l'UL de Roanne et de l'UD 42 pour leur accueil. Cette conférence verra également l'arrivée d'une nouvelle équipe et le départ de camarades du secrétariat dont nos deux secrétaires régionales, Agnès et Rosa que nous saluerons lors de la soirée fraternelle.

## Portrait région Auvergne - Rhône-Alpes

### Population 2023 AURA / France métropolitaine

8 197 325 / 12,5%

### Superficie Auvergne-Rhône-Alpes :

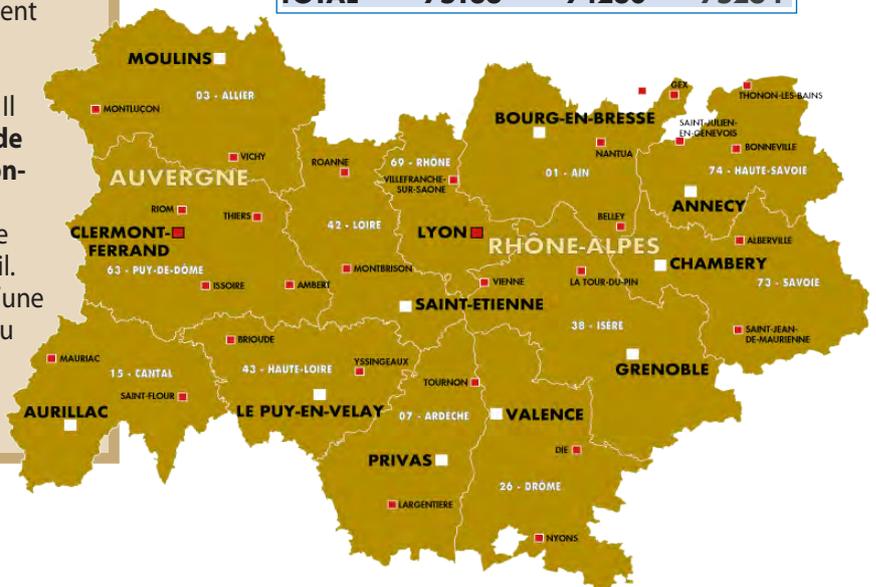
69 711 km<sup>2</sup> soit 12,8 % de l'espace national (équivalent de l'Irlande)

### Collectivités territoriales :

Communes	4028
Métropoles	4
Communautés d'agglomérations	28
Communautés de communes	132
Conseils départementaux	12

### Syndiqués CGT par départements

	2021	2022	2023
UD 01	4597	4535	4624
UD 03	3415	3407	3520
UD 07	2646	2887	2939
UD 15	1624	1534	1469
UD 26	4971	4686	4780
UD 38	10656	10656	10966
UD 42	7580	7507	7648
UD 43	3341	3350	3381
UD 63	7719	7677	8016
UD 69	19454	18955	19045
UD 73	5020	4874	4870
UD 74	4162	4212	4006
<b>TOTAL</b>	<b>75183</b>	<b>74280</b>	<b>75264</b>



## Déroulé des deux journées

**MERCREDI 09 avril**

08<sup>h15</sup> Accueil des conférenciers  
09<sup>h00</sup> Début des travaux

Déroulé de la journée  
en cours de construction

17<sup>h30</sup> Fin des travaux  
18<sup>h30</sup> Remerciements et soirée fraternelle

**JEUDI 10 avril**

08<sup>h00</sup> Accueil des conférenciers  
08<sup>h30</sup> Début des travaux

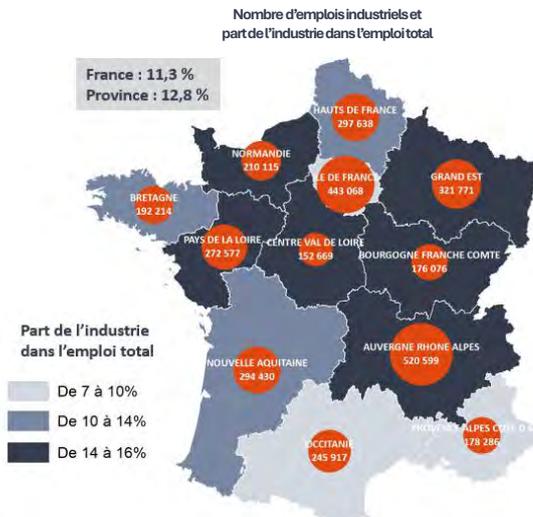
Déroulé de la journée  
en cours de construction

12<sup>h30</sup> Fin des travaux et repas fraternel

## L'INDUSTRIE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES : PREMIÈRE RÉGION INDUSTRIELLE DE FRANCE

- Avec **520 600** emplois industriels, Auvergne-Rhône-Alpes se situe au 1<sup>er</sup> rang, devant l'Ile-de-France (443 100), le Grand-Est (321 800) et les Hauts-de-France (297 600). La région représente **15,4 % du total national**.
- Dans la région, l'industrie représente **14,3 % de l'emploi total** contre 11,3 % en France et 2,8 % en province.

**L'industrie au sens large inclut ici :**  
 . Industries extractives  
 . Industries manufacturières (incluant la boulangerie artisanale)  
 . Energie  
 . Eau, assainissement, déchets

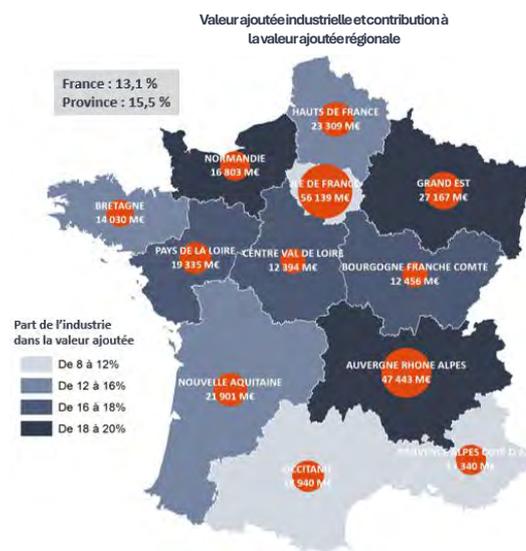


Source : Insee, Estimations d'emploi (salarié et non salarié) au 31/12/2021

## L'INDUSTRIE, LE MOTEUR DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

- En Auvergne-Rhône-Alpes, la valeur ajoutée créée dans l'industrie s'élève à **47 milliards d'euros**, soit 16,3 % du total France.
- L'industrie représente **18,4 %** de la valeur ajoutée produite dans la région (13,1 % en France et 15,5 % en province).

**Définition**  
 La valeur ajoutée est égale à la production moins les consommations intermédiaires (achats de matières premières et de marchandises).



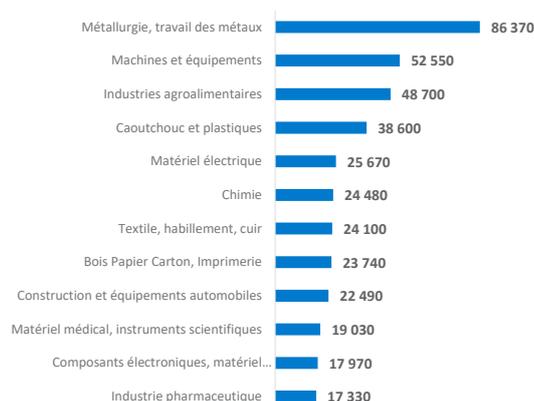
Source : INSEE 2021

## UNE GRANDE DIVERSITÉ DE SECTEURS INDUSTRIELS EN RÉGION

- Les 4 principaux secteurs concentrent la moitié des emplois industriels :
  - Métallurgie et travail des métaux (20 % du total)
  - Machines et équipements (12 %)
  - Agroalimentaire (11 %)
  - Caoutchouc et plastiques (9 %)
- Plusieurs autres activités sont également bien représentées, avec un effectif compris entre 15 000 et 25 000 salariés.

**Définition**  
 L'industrie manufacturière rassemble uniquement les activités de production, hors industries extractives, énergie et eau, environnement  
 \* Dans les industries agroalimentaires, sont exclus ici les artisans boulangers-pâtisseries (1071B 1071C 1071D).

Nombre d'emplois salariés dans les principaux secteurs industriels manufacturiers



Source : Urssaf au 31/12/2023, Insee Flores

# Bilan d'activités du comité régional Auvergne Rhône Alpes 2022/2024

## INTRODUCTION

Les 150 participant.es à la seconde Conférence régionale des 7 et 8 avril 2022 ont adopté une feuille de route, dans la continuité du travail engagé en 2021, autour de 4 axes de travail : **Vivre, travailler, habiter et outiller pour agir.**

Rappelons, également, que le début de ce mandat coïncide avec la difficile sortie du confinement, la reprise d'une activité syndicale qui a souffert de la perte de liens entre les militant.e.s et leurs structures, particulièrement avec les syndicats. Le télétravail a considérablement

La synthèse du bilan d'activité qui suit, tente de retracer l'essentiel de l'activité régionale durant ces trois années. Il est loin d'être exhaustif et ne reprendra pas l'intégralité des actions, des projets, des formations, des initiatives.

Cette synthèse nous permettra d'identifier la mise en œuvre des axes de travail décidés, durant ces trois années, afin de valoriser le travail réalisé, l'améliorer, le corriger, voire innover ! Et ce, au rythme d'une mandature particulière :

- Une actualité revendicative intense avec des mobilisations fortes durant le premier semestre 2023 contre la réforme des retraites ;
- Un contexte brutal de régression, d'aggravation des inégalités sociales et territoriales, d'autoritarisme, de répression et de recul du droit syndical ;
- L'accélération des dérèglements climatiques et ses conséquences dramatiques ;
- Un travail en perte de sens ;
- Une situation européenne et internationale marquée par la multiplication de guerres et de conflits armés ;
- Un contexte politique nauséabond avec la montée inquiétante des idées d'extrême droite.



bouleversé le rapport au travail, au collectif et au syndicalisme. Pour autant, le mouvement contestataire contre la réforme des retraites restera un marqueur historique du mouvement social, de regain de la conflictualité sociale sur fond d'unité syndicale, d'une opinion publique acquise au fil des débats, des mobilisations au rejet de cette politique néfaste.

C'est le regard que nous vous proposons de porter, à l'aube de la prochaine conférence régionale, convoquée les 9 et 10 avril 2025, accueillie par les camarades de l'UL de Roanne, à Mably.

Merci à elles et eux.



## Collectif Industrie

Cartographie de l'industrie et des aides aux entreprises réalisée avec Sécafi.

Implication sur des projets industriels : (Thalès, Rhonergia, EPR2, transports sur roues, Luxfer, OYE distribution...).

Mise en place du collectif régional UD / professions / syndicats sur polluants éternels.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- Avis sur le plan de relocalisation stratégique de la Région ;
- Note sur les giga factories ;
- L'éco industrie.



## Formation Professionnelle

Animation et coordination des acteurs et mandatés.

Organisation de plusieurs journées d'étude avec un représentant confédéral.

Intervention dans les structures sur son évolution.

½ journée d'étude sur la création de France Travail et les politiques publiques d'emploi dans la région au Comité Régional.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- Enseignement supérieur face aux mutations du travail et des métiers ;
- Les métiers en tension ;
- Le plan 1 jeune 1 solution ;
- L'orientation tout au long de la vie.

## Santé au Travail

Organisation de webinaire sur la santé au travail et le maintien dans l'emploi.

Forum handicap au travail.

Émission de radio Cgt sur démarche travail.

Signature de la charte « prst4 ».

Travail autour des PFAS (communiqué, réunion ARS préfecture, journée d'étude avec la Chimie, intervention régionale réunion syndicat SEB...).

Coordination mandatés santé travail.



## Aides aux entreprises

Rencontre avec la Préfecture de région dans le cadre de la déclinaison en région du plan France 2030.

Participation au Comité régional de suivi de France 2030.

Travail de l'ADEES sur les aides publiques France 2030, identification des projets et leurs financements, mis à disposition sur le site.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt sur le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.

## Travail

Formation mandatés CESER : Face à l'urgence sociale et environnementale, repenser le Travail.

1 émission de radio Cgt sur travail et environnement.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt :

- La mobilité internationale des jeunes ;
- Le développement des activités physiques en milieu professionnel ;
- L'insertion professionnelle des migrants.

## Économie

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- Les conditions de développement de l'IA ;
- La production des énergies décarbonées ;
- Concilier sobriété foncière et développement économique ;
- Contribution sur montagne et tourisme



### Réunions statutaires :

«Secrétariat régional» : 60

«Bureau régional» : 23  
(Secrétaires généraux des UD)

«Réunions du Comité régional» (UD/Professions) : 18

## Aménagement du territoire

Organisation de :

½ journée d'étude sur l'évolution du rôle de l'Etat, la différenciation et la loi 3DS au Comité Régional.

½ journée sur SRADDET.

Développement de projets dans le Cantal et en Isère pour la reconquête des Services publics.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt :

- Avis sur le plan montagne ;
- Contribution sur les nouvelles ruralités ;
- Avis sur le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'équilibre des territoires SRADDET ;
- Feuille de route de la territorialisation de la planification écologique en AURA.



## Environnement

COP régionale : Participations aux différents groupes de travail + édition d'un 4 pages sur les propositions CGT.

Participation à la commission de suivi du volet «déchets / économie circulaire» du SRADDET d'Auvergne - Rhône-Alpes .

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- Le transfert de Natura 2000 à la région ;
- L'eau et les conflits d'usage ;
- L'agriculture face aux défis climatiques ;
- Anticiper les conflits d'usage de l'eau ;
- Biodiversité et économie.



## Culture

Suite à la réduction des subventions de la région : communiqué de presse, participation aux rassemblements, intervention au CESER + une émission de radio Cgt.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

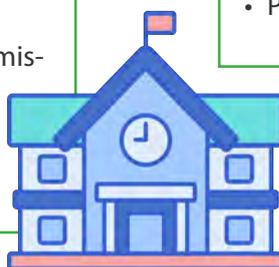
- L'exercice des droits culturels ;
- La feuille de route régionale culture et patrimoine ;
- Contribution sur les global games.

## Éducation

1 émission de radio Cgt sur la réforme des lycées professionnels

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- La stratégie immobilière des lycées ;
- L'obligation de formation des 16/18 ans.



## Santé et action sociale

Animation des collectifs «droit à la santé» et «protection sociale» : 10 réunions et 81 participants

- Journées d'étude sur la sécurité sociale à Lyon et Clermont Ferrand ;
- Formation des mandatés des caisses de sécurité sociale : mandatés des UD 42 – 69 – 03 – 63 – 73 en 2022 et 2023, à la suite du renouvellement des mandatés début 2022 ;
- Deux rencontres régionales des mandaté.es aux CDCA (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie) ;
- Courriers aux députés les interpellant sur les PLFSS en 2023 et 2024 ;
- Analyse du Plan Régional de Santé et déclaration à destination du CESER, de nos organisations et des mandatés aux CDCA.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- Plan régional de Santé ;
- Plan régional handicap.

habiter

habiter

habiter

**HABITER**

habiter

habiter

habiter

habiter

habiter

habiter



## Logement et vie quotidienne

Animation du collectif régional logement. Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- Le très haut débit ;
- Précarité alimentaire ;
- L'accès au logement ;
- Coordination de INDECOSA à construire.

## Transports et Mobilités

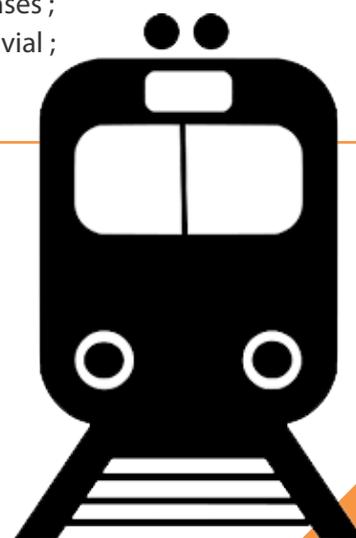
Animation du collectif industrie du transport sur route avec les syndicats RT / Iveco Bus et de la filière, (lien à France 2030, approfondissement des évolutions productives et conventionnelles).

Convention TER : organisation de rencontres avec les élus régionaux d'opposition, relais des actions des cheminots via le site internet (pétition, convention TER alternative).

Animation d'un groupe de travail avec les 4 UD et les professions sur la concertation des mobilités et des transports dans le Sud Est lyonnais, rencontre avec la DREAL.

Mandaté.es au Ceser : Travail en commissions et interventions Cgt

- Avis sur l'avenant mobilité du contrat Etat Région (CPER) et sur les services express régionaux métropolitains ;
- Avis sur la convention TER ;
- Avis sur la mobilité du quotidien ;
- Avis sur les zones peu denses ;
- Contribution sur le fret fluvial ;
- Les voies vertes.



# OUTILLER POUR AGIR

## Formation syndicale

Organisation des formations de formateurs généralistes (dans les départements avec la possibilité de prise en charge de frais pour les camarades hors département organisateur) mais aussi thématiques : sur la bataille contre les idées d'extrême droite par l'intermédiaire du collectif régional, impulser les formations contre les violences sexistes et sexuelles avec la participation d'intervenantes dans les formations en département.

Organiser les formations CARSAT, AGEFIPH, SST, mandaté.es organismes sociaux avec l'aide des camarades du collectif «travail santé protection sociale».

Être en appui des responsables à la formation dans les UD, en lien avec les RFS et coordonner les 3 Instituts du Travail (1 à 2 réunions par an).

Formation «projets» UD 38 pour la mise en œuvre des orientations.

2 118 syndiqués formés aux enjeux travail/santé (Agephip et Carsat).

## Plateforme numérique «Toutsurlecse»

Toutsurlecse.fr, mis en ligne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, a ainsi pour objectif d'aider, d'accompagner, de former, d'informer les élus et mandatés pour s'approprier cette nouvelle instance, à partir des réalités du lieu de travail, ainsi que dans leurs démarches de négociations, d'élections, à partir des orientations et des propositions de la CGT.

Nous comptons 5000 adhérents.

L'animation de la plateforme repose sur 2 camarades et s'articule autour de 3 thèmes :

- Répondre aux questions des mandatés ;
- Alimenter le site de docs CGT et /ou de jurisprudences ;
- Organisation de 21 webinaires en 2023 et 2024, avec 745 participant.es, animés par le cabinet Dumoulin/PIERI, la SECAFI et le comité régional.

## Institut d'Histoire Sociale

Collectif régional IHS

Dissolution de l'association IHS Rhône-Alpes et mise en place une structure souple pilotée par des volontaires avec la présence d'un(e) Secrétaire Régional(e).

Plan syndical proposé par Jean-Paul DU-NOYER validé par le Secrétariat.

Rédaction d'un Cahier régional dans le cadre des 80 ans de la Libération, composé d'écrits des IHS sur l'engagement des syndiquées et des syndiqués dans la Résistance.

## Lutte contre les idées d'extrême droite

Animation d'un collectif de travail de lutte contre les idées d'extrême droite

- formation de formateurs au niveau régional ;
- intervention sur les 12 départements sur des modules 2 jours essentiellement, et sur 2 modules 4 jours sur les métropoles de Lyon et Clermont-Ferrand ;
- collectif de communication qui travaille à l'élaboration d'une gazette régionale: la gazette Antifa. Dans l'objectif d'informer les camarades Rhône alpins et auvergnats des agissements groupusculaires sur la région et des actions mises en place par la CGT pour les combattre localement ;
- un groupe WhatsApp avec un partage d'informations, d'articles de presse, de vidéos via des sites comme Visa, Streepress, Médiapart, Rue 89, Blast, L'Humanité, et cette liste est non exhaustive ;
- partenariat avec La Clameur pour 2 podcasts sur syndicalisme et extrême droite.

1 émission de radio Cgt sur syndicalisme et extrême droite.

1 émission de radio cgt sur femme et extrême droite.

Campagne d'affichage régionale dans le cadre des européennes et des législatives 2024.

56 jours de formation et 367 stagiaires formés-es.

## TPE

Animation des mandaté.es dans les commissions paritaires régionales.

23 novembre 2022 : Colloque universitaire Lyon 2 coorganisé entre l'Institut du Travail de Lyon 2 et les OS syndicales régionales, à la suite de la recherche action évaluation de l'impact des ordonnances du 22 septembre 2017, et du dialogue social dans les TPE.

Campagne pour les élections TPE du 25 novembre au 9 décembre 2024 : un budget régional dédié : campagne Radio, sacs à pains, flyers avec la profession de foi.

# Projet feuille de route 2025/2028

- Travailler en AURA
- Vivre en AURA
- Habiter en AURA
- Outiller pour agir

## Travailler en AURA

**Les 32 heures pour moins, mieux et toutes et tous travailler.**

**Reconquête de la formation initiale et professionnelle, de l'industrie, pour répondre aux besoins sociaux et à l'adaptation au changement climatique.**

- **Etablir un diagnostic territorial** en nous appuyant sur « l'état des lieux industrie en Région Aura », ainsi que sur les 22 propositions issues des travaux des EGIE.
- Cette démarche revendicative doit nous permettre, dans un premier temps, d'organiser à notre tour des **Etat Généraux de l'industrie et de l'Environnement** dès 2025.
- Construire et soutenir des **projets syndicaux alternatifs autour de l'industrie, des services publics** en combinant le respect du climat, de l'environnement, les droits humains et sociaux, et les enjeux de démocratisation du travail en associant les syndicats, les professions et les structures locales.
- **Journée d'étude régionale** avec l'ensemble des UD et professions concernées pour réaliser un état des lieux :
  - de la gestion des **déchets** (réduction, transport, recyclage, élimination...) à la mise en place de l'économie circulaire (comme le projet ugi'Ring en Savoie...);
  - ainsi que celle de **l'énergie**, en prenant en compte l'activité menée par la CGT sur la mine de lithium dans l'Allier, sur le collectif (régional, UD, FDs) de suivi de l'EPR2 sur la centrale du Bugey ;
- de la **filière industrielle** autour du Silicium (ses différentes formes), son utilisation, son retraitement...  
Ces sujets, voire d'autres, pourraient émerger, dans une approche transversale comprenant les conditions de travail et l'environnement.
- Poursuivre le travail sur **les polluants éternels** : agir en direction du patronat et des pouvoirs publics pour les repérer, les supprimer ou les remplacer.
- Intégrer les **JOP d'hiver 2030** dans l'activité régionale en lien avec les UD, UL et professions et la Confédération afin de construire un plan de travail coordonné, en intégrant une **charte sociale et environnementale**.
- Mettre en œuvre la « **démarche travail** » dans toutes les activités syndicales pour redonner du pouvoir aux salariés sur leurs lieux de travail.
- Continuer la campagne «**Coût du capital**».
- Organiser un véritable **accès à l'éducation et à la formation professionnelle** en anticipant les transitions pour remettre au cœur les besoins des personnes et les besoins des territoires.
- La mise en place de **comités territoriaux d'attribution et de suivi des aides publiques**.
- « **Poursuivre avec l'ADEES, l'aide à l'appropriation des évolutions socio-économiques et environnementales**. Depuis 50 ans, l'association s'est avérée un outil utile au service des organisations en AURA pour animer des formations, produire des analyses, à partir des réalités du travail, des évolutions de l'industrie, des filières, des politiques publiques et leurs conséquences. »



# Vivre en AURA

**Des services publics, financés par des impôts et taxes progressifs, dans tous les territoires, de pleine compétence, pour répondre aux besoins des usagers. L'accès aux activités sociales et culturelles pour toutes et tous, les enjeux environnementaux intégrés aux cahiers de revendications.**

- Organiser une campagne en direction des salariés.es, du patronat et des pouvoirs publics, pour **une facilité d'accès aux services publics sur tous les territoires**. Pour l'égalité d'accès de toutes et tous, à la santé, à la petite enfance, à l'école (de la maternelle à l'enseignement supérieur), au transport, à l'eau potable, à l'énergie, à la culture, aux sports, aux loisirs, à l'accès au numérique, en privilégiant l'accueil physique.



- Se saisir des **enjeux de l'aménagement de notre territoire**, à travers la campagne CGT pour des services publics de proximité.
- Face aux enjeux autour de la disparition et de la numérisation des services publics, il faut **résorber l'illectronisme** frappant des millions de nos concitoyens.
- Travailler à l'appropriation et à l'engagement de toutes les structures CGT pour gagner l'effectivité **au droit et à l'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture, à la pratique sportive, par l'éducation populaire**, afin de favoriser l'émancipation et le bien-être des travailleurs et travailleuses, en lien et avec nos **associations de tourisme social** régionales et notre outil national.
- Intégrer les **enjeux environnementaux**, de biodiversité, de lutte contre les pollutions, de gestion des déchets, en ville comme en campagne, dans nos cahiers de revendications.
- **L'accès universel à l'eau et à son assainissement** est le grand défi de l'Humanité, qui articule les enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Alors que la ressource en eau devient rare, elle doit impérativement être garantie comme bien commun.
- L'arrêt de la privatisation pour un **retour à un service public de l'énergie** est un enjeu essentiel pour demain. Il garantira le juste prix du kilowatt heure, la préservation du vivant et l'environnement, depuis l'extraction des matières premières, jusqu'au traitement des déchets en passant par la production, le transport, la distribution.



# Habiter en AURA

**Manque de logements sociaux, phénomène de métropolisation qui éloigne les salarié.es des lieux de travail, mises en place des ZFE qui discriminent les travailleurs les plus pauvres, des choix politiques régionaux pas à la hauteur des enjeux de développements des transports en commun dont ceux du réseau ferroviaire.**

L'approche inter et multimodale, complémentaire, privilégiant le ferroviaire est la clé de l'action publique possible pour repositionner chaque mode sur son domaine de pertinence écologique, sociale, économique, permettant un aménagement du territoire équilibré et égalitaire. Une des solutions serait de **faire payer le juste coût à chaque mode.**

- **Participer aux instances** régionales et départementales consultatives **sur le transport et les mobilités** pour porter nos revendications.
- **Impulser un collectif UIT régional** (Union Interfédéral du Transport), outil des coopérations interprofessionnelles dans l'ensemble du secteur des transports et au service de l'activité revendicative de toute la C.G.T.

- Utiliser les campagnes de consultation organisées par la Région autour du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'égalité du Territoire et autres consultations pour **alerter et mobiliser les syndicats** et le monde du travail, en portant des revendications sociales et environnementales.
- La nécessité de travailler davantage **les enjeux du logement**, et particulièrement du logement social en développant notamment la formation des mandatés dans les Conseils d'Administration des bailleurs sociaux et de leur coordination régionale.



## Outiller pour agir

- ➔ Lutter contre les idées d'extrême droite
- ➔ Agir contre la répression syndicale et toutes formes de discriminations
- ➔ Agir contre les violences sexistes et sexuelles
- ➔ Faire vivre la démocratie au sein des structures CGT
- ➔ Formation syndicale
- ➔ Communication
- ➔ Coordonner l'activité des élus.es et mandatés.es
- ➔ Représentativité
- ➔ Paix et internationalisme
- ➔ Droit syndical interprofessionnel

## Lutter contre les idées d'extrême droite

- Engager et former les professions et les territoires à programmer et à **faire vivre les formations syndicales proposées par le collectif régional.**

- **Communiquer** : travailler et coordonner nos communications.

- Agir et réagir pour garantir et réaffirmer autant que de besoin, les **positions fermes** de notre organisation CGT sur la région Auvergne Rhône Alpes.

- Interpeller de manière régulière les pouvoirs publics pour **exiger la fermeture des locaux fascistes**, les interdictions de rassemblement et toutes actions fascistes qui pourraient être organisées par nos ennemies de classe sur nos différents territoires.

- Être un support en termes d'histoire et en matière de rappels statutaires concernant les **valeurs et repères** de notre organisation syndicale CGT, auprès des syndicats, organisations professionnelles et Unions départementales du territoire, si besoin.

- Travailler notre **démarche unitaire** pour toutes initiatives concourant à lutter contre les idées d'extrême droite.



**Agissons ensemble contre le racisme, les discriminations, pour nos droits et la justice sociale**

## Agir contre la répression syndicale et toutes formes de discriminations

- Les **libertés syndicales** sont un bien essentiel pour défendre les droits et la citoyenneté des salariés-es et au-delà un progrès bénéfique pour toutes et tous. Il est donc intolérable de voir autant de militants-es et syndicalistes licenciés-es, mis en garde à vue et traînés-es devant des tribunaux pour avoir simplement exercé leurs mandats, leur activité militante, leur droit à manifester et à faire grève. **Quand on touche un-e militant-e de la CGT on touche toute la CGT.**

- A tous les niveaux et à chaque fois que cela sera nécessaire, **les organisations CGT réagissent et agiront pour dénoncer toute atteinte au fait syndical, à l'exercice du droit syndical**, du droit de manifester et de faire grève pour garantir les droits fondamentaux et la démocratie au travail et dans la cité.
- Exiger un véritable **cadre juridique protecteur** pour les Bourses du travail dans toutes les communes d'Aura, ainsi que l'usage d'hébergement gratuit des syndicats locaux par les pouvoirs publics.

la cgt VIOLENTOMÈTRE	
Remarques et critiques acceptées	ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL SAIN
Promotions pour les femmes comme pour les hommes	
Travail en confiance et autonomie	
Reconnaissance du travail	
Refus de relations extraprofessionnelles accepté	
Commentaires sur votre apparence	ENVIRONNEMENT SEXISTE ET HOSTILE
Parole coupée systématiquement	
Blague sur les « promotions canapé »	
Questions indiscrètes insistantes sur votre vie privée	
Blagues sexistes et sur les blondes	
Évocation de sexualité sans accord	HARCÈLEMENT SEXUEL
Mécontentement après votre refus d'être accompagné	
Recherche systématique d'être seul avec vous	
Images à caractère pornographique visibles	
Regards insistants sur votre poitrine et vos fesses	
SMS ou mails sexuels sans accord	AGRESSIONS SEXUELLES
Demande insistante d'un acte sexuel	
Hostilité liée au refus d'un acte sexuel	
Menaces professionnelles pour obtenir un acte sexuel	
Baiser forcé par surprise	
Toucher vos seins, fesses ou cuisses sans consentement	VIOLS
Fellation ou pénétration forcée	

## Condamner et lutter contre les violences sexistes et sexuelles

- Promouvoir les **formations syndicales** et pérenniser la tenue d'initiatives, à l'exemple des webinaires ;
- Impulser le **déploiement des campagnes syndicales CGT** sur l'égalité professionnelle et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail ;
- Aider à la mise en place de **référent.e** dans les orgas ;
- Proposer la **formation de formateurs** contre les violences sexistes et sexuelles aux organisations de la CGT en région, afin que cette dernière puisse être déployer massivement.



## Faire vivre la démocratie, la bienveillance et la culture des débats au sein des structures CGT

- Aider à organiser la préparation, la tenue et le suivi de chaque **Congrès** et son élaboration avec les syndiqué.es ;
- Être un appui en matière de révision de statuts, de la politique des cadres, de la construction **d'équipe d'animation** ;
- Ecouter, soutenir et former **les premier.es dirigeant.es** tout au long du mandat ;

- Proposer des partages d'expériences, des journées d'étude, des formations (**animation d'un collectif, gestion des conflits, politique RH...**) ;
- Participer au déroulement des **parcours professionnels** (bilans de compétences, VAE, formations qualifiantes ...) des camarades quittant leur responsabilité.

## Formation syndicale

- Favoriser la formation de **conduite de projet** (construction de plan d'actions syndicales) ;
- Intégrer des modules de formation spécifiques à destination des militant.es (SG, DS, RS...) pour **les équiper sur les fondamentaux** (textes fondateurs, libertés syndicales, lutte contre les idées d'extrême droite, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, démarche travail...);
- Récupérer **les plans de formation** des Unions Départementales pour les proposer à toutes et tous et garantir la tenue de chaque formation ;
- Idem pour les 3 **Instituts du Travail** régionaux ;
- Proposer des **formations de formateurs.trices** pour COGITIEL, pour l'outil du trésorier.e et en matière de politique financière.

## Communication

- Améliorer **le partage** des expériences et des informations, afin de s'enrichir de nos différences.
- Développer notre **communication numérique** (sites internet, réseaux sociaux, radios, infos luttés...).
- Être **en appui des responsables** à la communication des UD.

## Coordonner l'activité des élus.es et mandatés.es

- Proposer des formations de prise de mandat et coordonner le travail collectif du **réseau CGT des mandatés**, par activité régionale ;
- Renforcer l'animation de la plateforme collaborative «**ToutSurLeCSE**» pour les élus du privé et des fonctions publiques ;
- **Rendre compte des mandats** aux UD et aux professions.

## Représentativité

- **Coordonner l'activité TPE** au niveau régional, en lien avec les collectifs départementaux et locaux.
- Coordonner le plan de travail régionalisé pour la reconquête de notre **représentativité** CGT, au travers d'une démarche syndicale autour de la signature des protocoles d'accord électoraux et apporter une aide.

## Paix et internationalisme

**Face au capitalisme mondialisé, renforçons les solidarités syndicales internationales.**

- Travailler au renforcement des liens syndicaux avec nos principaux homologues européens : **DGB en Allemagne, CCOO et UGT en Espagne, CGIL en Italie.**
- Faciliter et coordonner **les coopérations internationales de solidarité**, par la promotion du jumelage d'Unions Départementales et en facilitant les interpellations des différents acteurs syndicaux européens ou internationaux ;
- Aider à la **formation syndicale** des équipes dirigeantes d'Union Départementale sur les dimensions du syndicalisme international.
- Travailler à renforcer les coopérations entre structures et organisations autour de notre **exigence de Paix**, en proposant des journées d'études.

## Droit syndical interprofessionnel

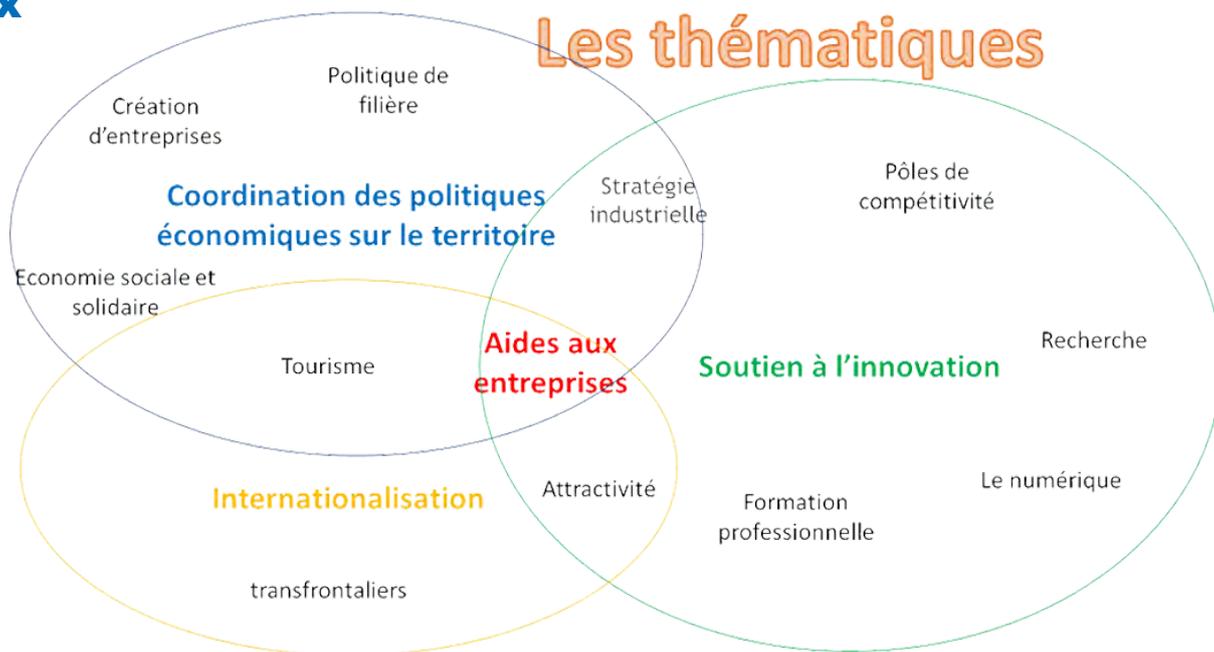
- Gagner de nouveaux droits (**contrôle des aides publiques, aménagement des territoires, contrôle des pollutions ...**).



## Les schémas régionaux

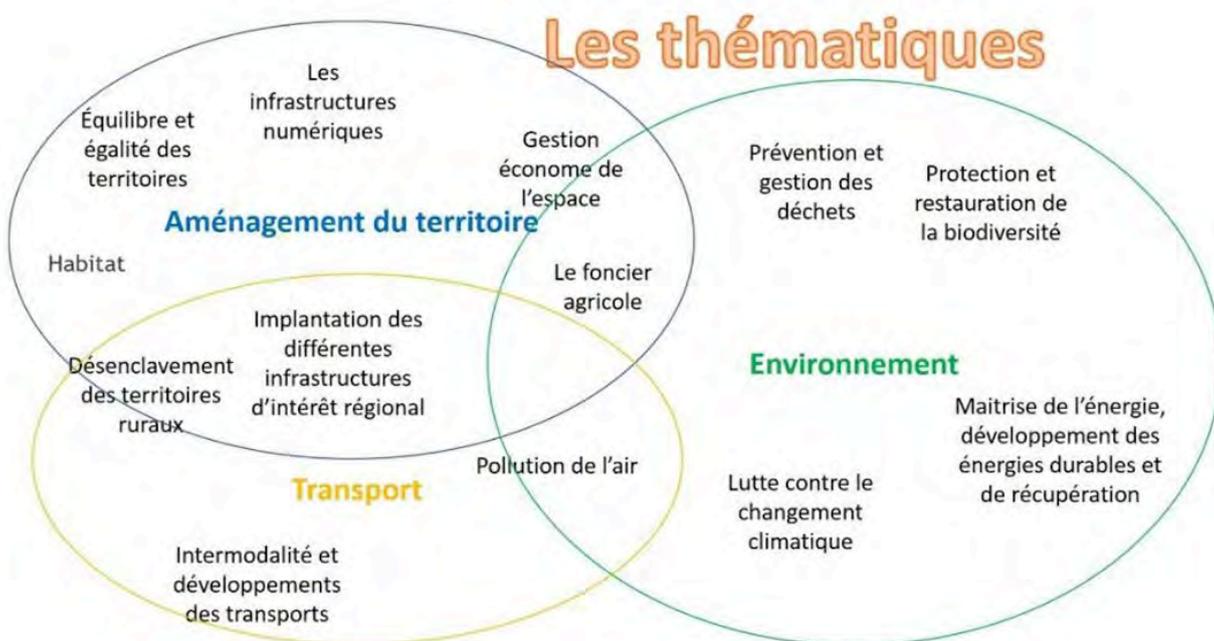
### Le schéma régional de développement économique, de l'innovation et de l'internationalisation (SRDEII).

Adopté en 2022, il concerne tous les aspects économiques.



### Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Adopté fin 2019, il concerne tous les aspects de la vie sur les territoires. Il est en cours de redéfinition pour intégrer la Loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN).



### Le plan régional de gestion et de prévention des déchets.

Il est intégré dans le SRADDET, il donne la responsabilité de la coordination de cette compétence (exercée par les intercommunalités) à la Région.

### La Convention TER.

Le volet « Mobilité » du CPER (Contrat Plan État Région) 2023/2027, tout comme la convention TER est de faible niveau de services, peu ambitieux au niveau ferroviaire et acte la privatisation.

## Les schémas régionaux

### Le plan pluriannuel d'investissement pour les lycées.

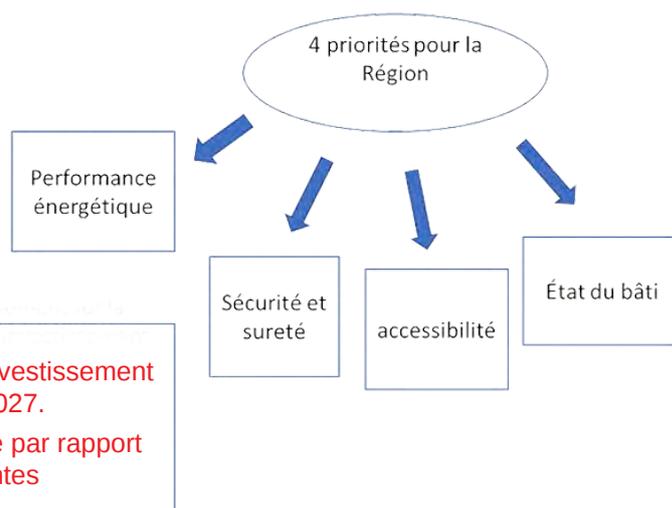
512 établissements, dont :  
- 265 lycées publics  
- 186 lycées privés sous contrat  
- 61 lycées privés hors contrat

A noter que 58 lycées sont considérés comme en mauvais état.

11,5 milliards de dépenses d'investissement sur la période 2022-2027.

Dépenses par élève en baisse par rapport aux années précédentes

## le contenu



### Le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles.

Signé en 2022 par la Région, l'Etat et les organisations syndicales d'employeurs et de salariés, il vise à organiser l'offre de formation professionnelle initiale et continue dans la Région.

### Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

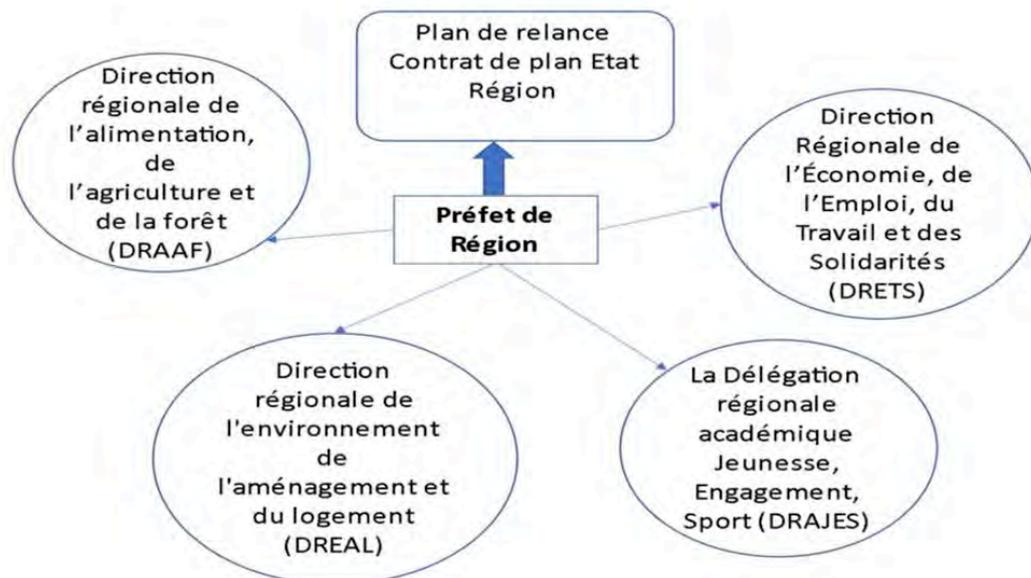
Voté en 2022, il concerne la vie étudiante et le soutien à la recherche et l'innovation.

### Schéma régional de formations sanitaires et sociales.

La Région définit, organise et participe au financement de l'offre de formation aux diplômés d'Etat sanitaires et sociaux pour des élèves et des étudiants en formation initiale ou continue.



# L'État en Région



Le préfet de région est le dépositaire de l'autorité de l'État dans une région.

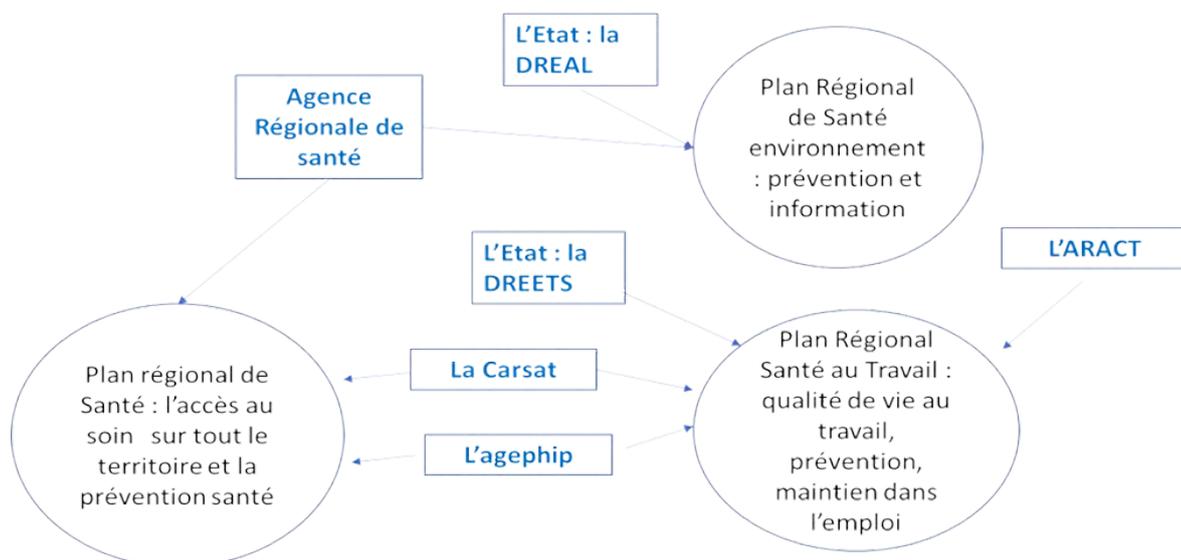
Depuis le décret du 16 février 2010, il a autorité sur les préfets de département, sauf en matière de contrôle administratif, d'ordre public et de sécurité, d'entrée et de séjour des étrangers et de droit d'asile. Il dirige les services déconcentrés régionaux de l'État ; il doit relayer la politique du

gouvernement sur les grands projets, par exemple le suivi des programmes de l'Union européenne.

Il prépare, par ses informations et ses propositions, les politiques de développement économique et social et d'aménagement du territoire. Il est chargé de la négociation puis du déroulement des contrats de projets État-région.



# L'État en Région



### Des propositions à mettre en débat, des projets à monter, construire des structures territoriales et professionnelles, ensemble !

Travailler, vivre, habiter... font partie du quotidien de l'ensemble du monde du travail. Nous voyons que tout devient plus compliqué, plus difficile dans nos territoires. Le poids du système capitaliste nous impose compétitivité, attractivité et autres concepts qui lui permettent de mettre le monde du travail, nos territoires en concurrence.

Les conséquences sont devant nous. Les services publics disparaissent ou sont mis au service du capital, d'intérêts privés et particuliers. Les emplois se précarisent et le travail qui devrait être émancipateur devient trop souvent source de mal-être et de souffrance. Les enjeux climatiques sont devenus une préoccupation majeure chez nos concitoyens qui appellent des transformations dans notre rapport au vivant, dans nos façons de travailler et de vivre.

Mais pourquoi intégrer ces enjeux dans notre activité syndicale au niveau régional ?

D'une part, le périmètre régional est de plus en plus important, d'autre part, nos territoires sont liés par des interdépendances économiques, industrielles, sociales, environnementales, en raison des compétences régionales qui se sont élargies et qui se traduisent par des choix politiques qui s'imposent sur chaque territoire et les structurent.

Pour la CGT, c'est en prenant conscience des enjeux, des forces en présence, des choix stratégiques qu'on veut nous imposer, en élaborant des projets et des propositions alternatives, en prenant en considération les besoins, que nous pourrions lutter plus efficacement, ensemble, sur chaque territoire. Forts de nos valeurs, de nos orientations confédérales et des campagnes nationales, nous avons donc besoin de

franchir un cap dans la prise en considération de l'espace régional, dans l'activité syndicale en territoire pour élever le rapport de force et obtenir des succès.

Pour ce faire, nous avons besoin de passer du dire au faire, en travaillant davantage, ensemble, organisations territoriales et professionnelles, avec les syndicats, à l'élaboration de projets revendicatifs, de qualité de vie syndicale, coordonnées dans leur mise en oeuvre avec le Comité Régional.

Nous avons besoin d'être disponibles pour construire des actions unitaires et rassembleuses avec d'autres syndicats, des associations et des partis politiques afin de bâtir les contours et le contenu des changements plus respectueux de l'humain et de la nature en AURA et partout ailleurs.

#### Travailler en AURA

Relancer l'industrie et les services publics en intégrant la transition écologique pour préserver la biodiversité, l'environnement, est un enjeu de développement humain durable.

Inventer un nouvel âge de la démocratie et citoyenneté au travail comme dans la cité.

#### Vivre et habiter en AURA

- Se nourrir
- Se déplacer
- S'éduquer
- Se soigner

#### Conclusion

## Travailler en AURA

Tous les indicateurs confirment une explosion des inégalités sociales qui se traduit par une précarité et une pauvreté qui atteignent aujourd'hui selon les projections de l'INSEE, 12 millions de personnes.

Les choix politiques à l'oeuvre ont été rarement aussi violents et peuvent sonner le glas des services publics et de la protection sociale : en clair, de l'ensemble des conquêtes sociales qui ont inscrit la solidarité au coeur des politiques publiques et des dispositifs intergénérationnels.

Ce qui surgit de toutes les luttes, c'est avant tout, la place du travail dans notre société. Un travail qui n'est pas reconnu, rémunéré à son juste prix et qui est soumis aux logiques de financiarisation et marchandisation.

Un travail qui fait souffrir tant il a perdu son sens et sa finalité, avec des organisations du travail gangrenées par la dictature des indicateurs, la rentabilité financière, que ce soit dans le privé comme dans le public.

Nous avons besoin de remettre le travail, la répartition de la richesse créée par le travail, une mise en sécurité sociale, professionnelle et environnementale au coeur du débat public et de nos exigences dans les négociations professionnelles et territoriales, avec un contrôle permanent des aides publiques aux entreprises.

Il est donc urgent d'opérer des ruptures avec ces politiques et de construire un autre modèle de société, de développement par des transformations économiques, sociales et environnementales. On ne pourra pas préserver l'environnement sans justice sociale et fiscale, il n'y aura pas d'emploi sur une planète morte. La crise sanitaire mondiale manifeste brutalement les limites d'un système capitaliste et productiviste qui détruit à la fois les équilibres sociaux et environnementaux en prétendant justement refuser toute limite à l'exploitation des hommes et des ressources naturelles et de la biodiversité.

## Relancer l'industrie et les services publics en intégrant la transition écologique pour préserver la biodiversité, l'environnement, est un enjeu de développement humain durable.

De multiples rapports ont insisté sur le recul des productions industrielles en France depuis de nombreuses années : fermetures d'entreprises, délocalisations, prédation par les capitaux étrangers, avec pour conséquences des pertes d'emplois considérables et une dégradation constante de la balance commerciale : ce qu'on ne produit plus, il faut l'acheter à l'étranger ! Une des conséquences directes est la perte ou la diminution des savoir-faire, de la recherche et des brevets, qu'il faut désormais acheter à l'étranger.

Les derniers rapports du GIEC ont montré l'urgence de répondre à la crise climatique et environnementale et aux menaces qu'elle fait courir sur notre survie individuelle et sociétale. Une partie de ces réponses est de produire mieux en «local», de contrôler la stratégie, l'organisation du travail et l'utilisation des aides publiques. Encore faut-il disposer d'une industrie !

### - La politique de l'emploi

La compétence du service public de l'emploi est largement reconfigurée avec la Loi « plein emploi » du 14 octobre 2023 et la création des Comités Pour L'Emploi à tous les échelons territoriaux.

«A la mesure phare», l'inscription à France Travail au 1<sup>er</sup> janvier 2025 de tous les bénéficiaires du RSA et de tous les jeunes inscrits en Mission Locale auxquels s'ajoute l'obligation d'activité hebdomadaire de 15h.

Les privés d'emplois seront dorénavant tous fichés, soumis à des fortes pressions pour accepter une offre ne correspondant ni à leur souhait ni à leur qualification et verront leurs allocations une nouvelle fois diminuées. Les travailleurs en poste dans les entreprises seront eux soumis à une concurrence directe avec une main d'œuvre quasiment gratuite.

La conduite de la politique régionale d'accès à l'apprentissage échappe désormais à la région et relève essentiellement des branches professionnelles.

Les actions de coordination des acteurs du service public de l'emploi sur le territoire régional sont inscrites dans la liste des compétences des régions. La mise en œuvre de la gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences est au cœur des Comités Locaux pour l'Emploi

### - Aides aux entreprises

Exonérations de cotisations sociales, multiples réductions d'impôts sur les sociétés, Crédit impôt recherche, plan France Relance, France 2030, subventions diverses, prêt... les aides publiques pleuvent sur les entreprises. Nous estimons leur montant à 200 milliards€ versés chaque année sans contrôle sur leur utilisation. Pour quels résultats ?? Fermetures d'usines, développement de la précarité et des petits salaires, concentration de l'activité autour des métropoles, versement exponentiel de dividendes (2/3 des profits), pollution (PFAS...)

Une partie des aides sont pilotées par la préfecture de région. La région, dans le cadre du SRDEII participe également.

Pour la CGT, il est essentiel que ces aides soient fléchées, conditionnées et évaluées par les Travailleurs, par leurs organisations syndicales, à l'entreprise et en interpro. Pour cela, nous exigeons des droits nouveaux pour les CSE pour qu'ils puissent contrôler la stratégie, l'organisation du travail et l'utilisation des aides publiques.

La CGT revendique également la mise en place de comités territoriaux en charge de l'attribution et du suivi des aides publiques. Ces Comités pourraient également exiger le remboursement des aides aux entreprises qui ne respectent pas les critères sociaux et environnementaux.

### - Recherche et innovation

La recherche et l'innovation constituent la réponse aux besoins sociaux dans le respect de l'environnement. Les enjeux cruciaux en matière climatique imposent une coopération de tous les acteurs, au niveau régional, national, européen et mondial et non la réponse à la course au profit.

### - La formation professionnelle

La formation professionnelle est une compétence importante pour la Région. Le mépris de la démocratie sociale, la baisse continue des budgets partiellement compensée par le Plan national d'Investissement dans les Compétence (PIC), l'abandon de toute stratégie au bénéfice des besoins immédiats des entreprises, la réduction des durées de formation réduisant l'accès des diplômés au profit de certifications «de bloc compétences», sont les marques de son mandat.

La casse récente de la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle dans la convention collective de la métallurgie illustre cette régression : désormais, les salariés ne sont plus rémunérés selon leur personne et leurs qualifications, mais uniquement selon leur poste. Ce retour en arrière annule des décennies d'acquis obtenus par la CGT et porte gravement atteinte aux droits des travailleurs.

La formation professionnelle est une conquête des salariés, elle doit viser à l'émancipation, l'augmentation des qualifications, la réponse aux besoins de la société.



Via leurs représentants, les salariés doivent participer à ces choix, au plus près des territoires et des besoins. Avec la mise en place des Comités régionaux, départementaux, et locaux, l'enjeu pour la CGT d'une coordination des mandats est au cœur de notre capacité d'agir et de peser sur les choix d'orientations des moyens et de démocratie sociale.

La CGT propose :

- Soutenir les personnes en formation : garantir une indemnisation suffisante, proposer des solutions pour la garde d'enfants, l'hébergement et la restauration.
- Renforcer le dialogue social au niveau local : associer les acteurs pour identifier précisément les besoins en formation.



- Offrir des formations qualifiantes et diplômantes, qui assurent une réelle progression professionnelle et sociale.

### **Inventer un nouvel âge de la démocratie et citoyenneté au travail comme dans la cité.**

***L'exercice de la démocratie, qu'il s'agisse du travail ou de la citoyenneté, est aujourd'hui mis à mal. Le rejet d'un système de domination, exacerbé par un présidentielisme autoritaire, alimente une crise politique profonde. Cette situation affaiblit la démocratie représentative et les corps intermédiaires, y compris dans les élections professionnelles.***

***Face à ces défis, maintenir le statu quo serait une erreur lourde de conséquences. Ignorer les aspirations légitimes des travailleurs ou tenter de détourner leurs exigences économiques et sociales ne ferait que renforcer des courants dangereux, ouvrant la voie à des dérives fascistes.***

Les dernières présidences du Conseil Régional ne dérogent malheureusement à ces dérives. Les organisations syndicales de salariés de la région Auvergne - Rhône-Alpes expriment régulièrement le soin tout particulier à apporter aux conditions et aux moyens de la démocratie, du dialogue social sur les territoires. Elles revendiquent ainsi, la création de nouveaux lieux d'expression, de négociation, en associant davantage les représentants des travailleurs, les citoyens, au plus près des réalités vécues, l'élaboration des schémas régionaux et la mise en oeuvre de politiques publiques, au service de tous. Associer, écouter, entendre représentent donc une exigence majeure pour bien vivre et bien travailler en AURA. C'est dans cet esprit que les organisations syndicales avaient décidé d'interpeller les différents candidats aux régionales en faveur d'une politique régionale opposée aux logiques ultralibérales et engagée pour réduire les inégalités sociales et territoriales, le contrôle et une autre utilisation de l'argent public au service de l'intérêt général, ainsi qu'un meilleur équilibre entre le social, l'économique et l'écologie.

Revivifier notre modèle démocratique nécessite de réunir les conditions et les moyens de l'écoute et du dialogue, afin de favoriser la participation aux projets qui impactent la vie quotidienne des Auvergnats - Rhônalpins.

C'est pourquoi nous proposons d'associer plus largement la société civile et les citoyens (y compris les personnes en situation d'exclusion et les plus

éloignées des institutions). Cette ambition redonnerait également du sens au bien vivre ensemble et contribuerait à faire reculer la violence sociale et à lutter contre les idéologies d'exclusions et de discriminations liées à l'origine ethnique, au genre ou aux opinions qu'elles soient philosophiques ou religieuses.

Aussi, les avis et propositions de la société civile doivent être pris en compte. Plusieurs outils peuvent être utilisés :

- Les conseils locaux de développement au niveau des territoires doivent être revivifiés en intégrant tous les acteurs (syndicats, employeurs, associations, ...).
- Les différents schémas régionaux pourraient faire l'objet d'ateliers citoyens et de consultation sur les besoins de la population.
- Le CESER peut organiser la participation citoyenne dans ses avis et contributions.
- Une autre conception du dialogue social est nécessaire en territoire, dans les bassins de vie, organisé par l'Etat et la Région, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle, d'aménagement du territoire, en articulation avec les négociations à l'entreprise. Pour ce faire la CGT propose la création d'un droit syndical interprofessionnel.

Nous avons là, dans des formes diverses à nous inscrire dans cette oeuvre et toujours recommencer à répondre par l'espérance sociale, à la colère. Ne pas canaliser le ressentiment mais redonner au peuple son pouvoir d'agir pour faire société.

**Le Conseil Régional a la responsabilité, en lien avec les autres collectivités de l'aménagement et de l'égalité des territoires. Le préfet de Région impulse les politiques nationales sur le territoire.**

**Pour permettre aux habitants de vivre sur tous les territoires, une politique publique ambitieuse et stratégique est essentielle pour favoriser :**

### - L'accès aux services publics

L'Etat et la Région doivent garantir l'accès sur tous les territoires à tous les services publics : administratifs et sanitaires. La centralisation et la métropolisation des services compliquent l'accès pour tous. Si la question des maisons de service public peut se poser dans certains endroits (zones rurales, péri-urbaines, quartiers décentrés, ...), elle doit reposer sur des personnels compétents sous statut et non pas uniquement par l'accès aux services numérisés.

### - Le soutien à l'économie locale

La casse de l'Industrie et des Services Publics, fruits des choix capitalistes, provoquent la création de véritables déserts en matière de commerces et de services de proximité dans des zones rurales mais aussi dans les zones « populaires » des aires urbaines.

Le soutien et le financement des collectivités territoriales pour maintenir ou développer des commerces, des cafés et restaurants, des hébergements collectifs, des exploitations agricoles, des services de médecine de ville... sont à multiplier pour garantir les réponses aux besoins ainsi que le lien social entre les habitants.

L'attribution et le contrôle de ces aides publiques, notamment par les organisations syndicales interprofessionnelles territoriales, doivent permettre de garantir des revenus et des conditions de Travail décentes aux travailleuses et travailleurs de ces commerces et services.

### - Le soutien au logement

La région ainsi que l'Etat, par l'intermédiaire de la DREAL, ont des compétences en matière d'habitat et de rénovation urbaine. L'ensemble des acteurs du logement qualifie ce secteur de « bombe sociale ».

Quelques chiffres pour illustrer : 4,2 millions de personnes sont en situation de mal logement. 2 000 enfants dorment chaque nuit dans la rue. 87 000 étudiants étaient sans logement à la rentrée 2024. Selon l'INSEE, se loger est le premier poste de dépenses d'un ménage. En 50 ans, cette part est passée de 17 à 31%. 7 millions de logements sont considérés comme des « passoires » ou des « bouilloires » thermiques. Ces logements participent au dérèglement climatique et sont un enjeu de santé publique. En 2023, seulement 82 000 logements sociaux ont été construits alors qu'il faudrait en produire 250 000 par an. Enfin, « le 1% patronal » ne s'élève plus en réalité qu'à... 0,45% de la masse salariale des entreprises.

La CGT revendique la création d'un Service Public du logement en charge de la construction, de la rénova-

tion, de l'attribution et d'un autre aménagement des territoires permettant plus de proximité entre lieux de travail et de vie, le renforcement de la loi SRU, une autre fiscalité concernant les meublés touristiques, la suppression de la malnommée « réduction des loyers de solidarité ».

### - Réduction des pollutions

Particules fines, polluants éternels, produits phytosanitaires, glyphosates, logements mal isolés, multiplication des émissions de déchets industriels, ménagers... les pollutions de l'air, des sols et de l'eau se multiplient. Elles ont des impacts très importants en matière de santé, d'environnement. Elles participent au dérèglement climatique et détruisent la biodiversité. En 2021 la France a été condamnée pour inaction dans la lutte contre le réchauffement climatique.

A titre d'exemple, les particules fines sont à l'origine de la mort de 40 000 personnes par an. Il y a urgence à améliorer et développer des réseaux multimodaux de transports en commun et de déplacements « doux ». Le développement du transport ferroviaire de voyageurs et de fret doit être au cœur des politiques régionales.

La mise en place des ZFE permet aussi de lutter contre la pollution atmosphérique mais est synonyme de discrimination économique et territoriale pour les travailleurs les plus pauvres, en horaires atypiques, habitant loin de leurs lieux de travail ne pouvant ainsi ni acheter un autre véhicule, ni prendre les transports en commun.

La mise en place du Plan Régional de Santé Environnementale s'appuie sur la DREAL et l'Office Français de la Biodiversité qui ont des missions de police administrative et judiciaire pour lutter contre les différents pollueurs.



## - Gestion et prévention des déchets

La gestion des déchets devient de plus en plus cruciale, pour la pollution qu'elle génère, le gaspillage des ressources et le coût pour les collectivités et donc les habitants-es.

La priorité est de réduire les déchets à la source, notamment concernant les déchets des ménages (suremballage, produits jetables, publicités, ...), concernant les autres déchets, des filières de réutilisation et de recyclage doivent être développées, en lien avec la question de la relocalisation de l'industrie.

La responsabilité publique est centrale, que ce soit dans les réglementations, le contrôle de celles-ci et la gestion directe de la collecte et du recyclage.



## - L'eau

Si la compétence de la distribution de l'eau se fait au niveau local, la préservation, la gestion et la répartition se font au niveau des bassins et de la région. Nous avons en Auvergne – Rhône-Alpes 3 bassins (sur les 5 en France) : Loire Bretagne, Garonne Adour, et Rhône Méditerranée. Compte tenu des répercussions sur un espace géographique large, la gestion de l'eau doit se réfléchir en intégrant ces périmètres, que ce soit les prélèvements par les multinationales de l'eau, les mégabassines privées, la surconsommation, la pollution. Pour la CGT, ce sujet doit sortir de l'invisibilité organisée par les différents lobbies et devenir un enjeu démocratique majeur.



## Se nourrir

Que ce soit à travers le SRDEII, le SRADDET ou les aides directes à l'agriculture, la Région intervient largement sur la question alimentaire. La DRAAF gère notamment les aides agricoles, les plans 0 phyto, l'enseignement agricole.

### - Agriculture

Les produits agricoles ne sont pas des marchandises comme les autres. Comme de nombreuses associations et partis politiques, la CGT s'oppose et combat les traités internationaux de libre échange qui favorisent l'agro-business au détriment de notre planète, de la santé des consommateurs et des conditions de vie et de travail des agriculteurs et des salariés agricoles.

La région doit accompagner les paysans dans l'évolution des pratiques au contraire d'une agriculture purement extensive au service des marchés mondiaux. L'instauration de prix planchers et la mise en place de coefficients multiplicateurs permettront d'améliorer les revenus des exploitants agricoles et de limiter la spéculation.

La région doit permettre le maintien et l'implantation de nouveaux paysans. Ces aides publiques doivent être contrôlées par des comités territoriaux

dans lesquelles les organisations syndicales interprofessionnelles seraient associées.

### - Foncier

La question du foncier est appelée à prendre une place de plus en plus importante. Répondre aux enjeux d'une alimentation de qualité, d'un logement accessible et répondant aux besoins de toute configuration de « ménages », d'une réindustrialisation pour viser la réduction de l'empreinte carbone, création d'emplois et autonomie stratégique exige la mise en œuvre d'une maîtrise publique du foncier. Cette urgence est encore renforcée avec la loi « Zéro artificialisation nette » qui, en réduisant le foncier disponible, pourrait conduire à une envolée des coûts du foncier, alimentant la rente privée au détriment du bien commun.

### - Alimentation et Cantines

Garantir un accès à toutes et tous à une alimentation de qualité.

La Région gère les cantines des lycées professionnels et généraux. Elles doivent rester en gestion directe et permettre une alimentation de qualité, de proximité aux jeunes, en lien avec les producteurs locaux.

**En 2022, en France, le secteur des transports est le premier émetteur en gaz à effet de serre, il représente 32 % des émissions totales du pays. Cette part a augmenté de 5 % entre 1990 et 2022.**

Aborder la question des transports, c'est poser la prise en compte de la mobilité des populations, de déplacements toujours plus nombreux et complexes, notamment en raison des distances domicile-travail et de la précarité des parcours professionnels.

Pour la CGT, le transport est un droit fondamental qui doit être garanti pour tous et en tout point du territoire par la puissance publique. Les déplacements de personnes et de marchandises demandent une organisation collective, un aménagement du territoire, des infrastructures et du matériel pour assurer une complémentarité de l'ensemble des modes de transports, ainsi que leur production en proximité pour favoriser notre indépendance industrielle et concourir à la neutralité carbone. Dès lors, le dimensionnement des choix des modes de transports (fer, route, fluvial, aérien ...) et de financement des réseaux doit faire l'objet de décisions relevant des politiques publiques. Contraindre certains flux à utiliser le Service Public du Rail par rapport à la route n'est pas une entrave à la liberté de circulation des marchandises mais bien une mesure de bon sens économique et écologique. A la vue des schémas de production industrielle, c'est bien à l'échelle européenne et nationale qu'il faut légiférer pour rééquilibrer les modes de transports et faire payer les pollueurs.

**Pour travailler ensemble à l'effectivité de la réponse aux besoins des populations, du monde du travail et d'un aménagement du territoire équilibré, la CGT régionale AURA et son Union Interprofessionnelle des Transports (UIT) formulent des propositions :**

### - Convention TER

Le conseil régional veut privatiser le TER. Il a pour ambition, en 2033 de porter dans le ferroviaire, le nombre d'usagers de 220 000 à 300 000 par jour. Pour y parvenir, le levier principal sera en termes d'exploitation, la convention de démembrement des TER exploités aujourd'hui par la SNCF et la commande future de nouveau matériel ferroviaire.

Le conseil régional va doubler le nombre de passagers dans les autocars, de 5000 à 10 000 véhicules

Il va aussi investir sur les routes nationales en récupérant près de 70% du réseau routier national non concédé sur la région.

Dans le même temps, les moyens financiers alloués sont très insuffisants : la France inves-

tit 45€ par an et par habitant pour le ferroviaire alors que la Suisse investit 10 fois plus. Le volet Mobilités du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2023/2027 est, tout comme la convention TER, de faible niveau de services et peu ambitieux au niveau ferroviaire.

L'ouverture à la concurrence refusée par la CGT va entraîner une segmentation du marché entre plusieurs opérateurs qui compliquera et dégradera inévitablement la production du TER.

Pour en savoir plus, retrouvons le cahier de revendications des secteurs cheminots :

[2022-10-01-CGT-Cahier-des-charges-Convention-TER-V-definitive \(1\).pdf](#)

### - Fret Ferroviaire

La CGT s'oppose à la liquidation de la société historique fret SNCF issue d'un processus dit de « discontinuité » initié à la suite d'une enquête lancée par la commission européenne, le 18 janvier 2023, actant une procédure formelle d'examen contre la France au motif que des aides, prétendument illégales, auraient été octroyées à Fret SNCF et réclame un moratoire face à la catastrophe écologique, sociale et industrielle de ce plan de « discontinuité ».

La régénération du réseau et la construction de nouvelles infrastructures doivent devenir une priorité. Trop de trafics ont été abandonnés au profit de la route parce que certaines lignes étaient en trop mauvais état pour que les trains continuent à circuler en toute sécurité. En modernisant en profondeur certains de ces axes, cela permettrait le retour des trains de fret avec en plus une réouverture aux services voyageurs TER, à l'exemple de ces lignes en AURA : • Montluçon – Eygurandes -M. • Volvic – Ussel • Volvic – Lapeyrouse • Laqueuille – Le Mont Dore • Firminy – Dunières • Thiers – Boën • Peyraud – Annonay • Le Teil – Aubenas • Le Pouzin – Privas • Saint-Bel – Sainte -Foy -l'Arg. • Sathonay – Trévoux • Saint-Rambert – Rives • Annecy – Albertville • Bellegarde – Divonne -les -B. • Oyonnax – Saint -Claude.



### - Traversée ferroviaire alpine

Le C.S.I.R. (Comité syndical Interrégional Alpes Arc Lémanique - Rhône-Alpes, Piémont, Aoste, Suisse) regroupant toutes les organisations syndicales lors d'un colloque à Montmélian en octobre 1992 avait adopté un manifeste considérant le transport par chemin de fer comme prioritaire pour la construction de notre Euro-Région. Depuis 30 ans, avec la transalpine Lyon-Turin, la CGT porte des propositions qui articulent les enjeux sociaux, écologiques et économiques, et la réponse aux besoins financés par un pôle public financier national des transports publics avec des délégations régionales.

### - L'accès aux transports collectifs pour toutes et tous pour réconcilier l'écologie et le social

Les déplacements régionaux représentent au-

jourd'hui la deuxième ligne de dépenses dans le budget des ménages, juste après le logement et devant l'alimentation. Se déplacer doit demeurer un droit pour tous, c'est pourquoi nous proposons d'aller vers une tarification sociale et jusqu'à la gratuité comme c'est le cas dans un certain nombre de villes. Pour financer cette mesure, des solutions existent :

- L'harmonisation, la généralisation et le doublement des versements transport à 3,2 % ce qui correspond à un gain de 5 milliards d'euros par an.
- La création au profit des régions d'une part du versement transport agissant sur les entreprises avec un taux régional de 0,3 % de la masse salariale.
- La nationalisation des sociétés d'autoroute, ce qui rapporterait environ 2 milliards d'euros par an.
- La prise en charge domicile / travail par toutes les entreprises avec paiement du Versement Mobilité (VM) dès le 1<sup>er</sup> salarié.
- Mettre en place, comme en Suisse, une Redevance sur le trafic des Poids Lourds liée aux Prestations (RPLP). Cette RPLP pourrait être progressive en fonction de l'état et de la motorisation du camion, du poids de la cargaison, de la distance...

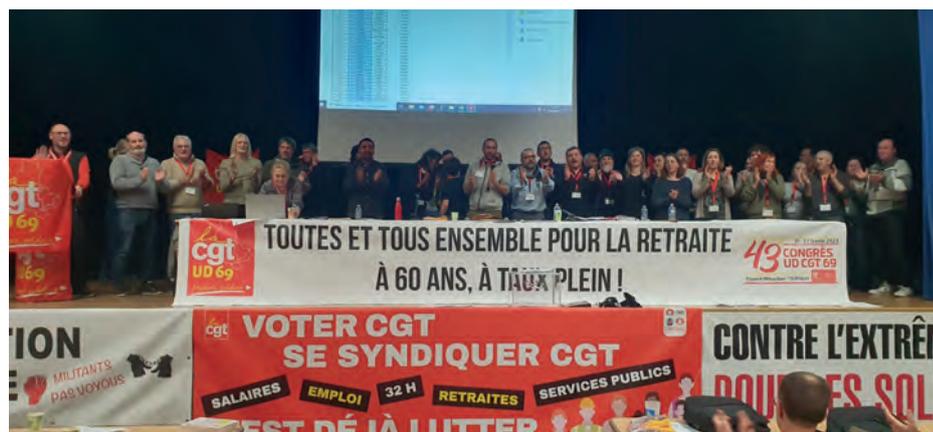
Pour la CGT il est temps de :

- **Prioriser le transport ferroviaire et collectif ;**
- **Soutenir la transformation et l'adaptation de l'appareil productif, de l'agriculture ;**
- **Rénover thermiquement les logements.**



### Il est indispensable de :

- garder une maîtrise publique comme outil de régulation et contrôle. Développer les transports collectifs en privilégiant le ferroviaire dans une approche multimodale et complémentaire des modes de transport et d'aménagement du territoire équilibré et égalitaire ;
- garantir l'égalité d'accès aux différents réseaux de transports par leur financement et leur entretien ;
- ne plus fermer de lignes mais au contraire organiser la réouverture et le développement du réseau ferroviaire ;
- travailler la complémentarité des modes de transport, notamment dans le transport des marchandises entre transport ferroviaire, fluvial et routier par exemple ;
- privilégier les aménagements facilitant l'usage des mobilités actives dans les échanges urbains, périurbains et ruraux ;
- mettre en place une politique tarifaire attractive et sociale. Garantir des emplois en nombre suffisant avec des garanties individuelles et collectives de haut niveau, des conditions de travail et de salaire décentes, pour garantir le niveau de service et de sécurité.



## S'éduquer

### - Lycées

La région a en charge les lycées professionnels et généraux privés et publics. Trop d'établissements sont vétustes et mal adaptés aux fortes chaleurs et pluies. Face aux enjeux liés à la transformation de l'appareil productif (économie circulaire, filière industrielle...), au changement climatique, à « l'intelligence artificielle », la carte des formations doit évoluer et ne pas se restreindre aux exigences des entreprises et des besoins des territoires.

Pour la CGT, la formation initiale de notre jeunesse doit rester PUBLIQUE et doit développer sa visée émancipatrice. Nous réaffirmons que l'argent public doit financer l'école publique.

Pour les établissements, il est nécessaire :

- D'avoir du personnel en nombre suffisant et non précaire pour assurer l'entretien, une présence humaine ;
- De rénover les lycées en priorisant les équipements pédagogiques, la qualité environnementale, le bien-être des lycéens et des personnels ;
- De leur attribuer un budget de fonctionnement suffisant, notamment pour les lycées professionnels.

### - Enseignement supérieur

Dans le schéma de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, la Région met au centre la compétition et la concurrence.

A contrario, pour la CGT, il est primordial de soutenir les étudiants en matière de revenu, de logement, de restauration, d'accès aux soins et à la culture, de possibilité d'échanges internationaux.

Il est aussi indispensable d'améliorer les conditions de travail, les salaires et le statut des personnels techniques, administratifs et enseignants. Ces derniers doivent disposer de moyens pour conduire les formations et les programmes de recherche sans avoir à multiplier les appels à projet..

### - Culture sport

La possibilité d'avoir une pratique artistique, culturelle, sportive doit être garantie par la Région, la culture et le sport ne peuvent se limiter aux grands événements. Pour cela, la subvention à l'investissement doit être remplacée par des subventions pour le fonctionnement des associations et principalement pour créer des emplois de médiation en direction des différents publics.

## Se soigner

Si en France le système de santé et de soins est particulièrement mal en point et ne cesse de se dégrader, la région Aura ne fait pas exception. On assiste à une accélération de fermetures de lits, de services, de structures, rendant l'accès aux soins difficile et dégradant la qualité de la prise en charge en particulier des plus fragiles. C'est l'ensemble du système de santé qui est impacté : hôpital public, urgences, sanitaire et social, médico-social, psychiatrie, médecine de ville. Sur le territoire la désertification médicale ne cesse de progresser. Les politiques systématiques de maîtrise des dépenses de santé des différents gouvernements successifs sont responsables de l'explosion des inégalités sociales.

En Aura, face à la pauvreté qui se développe et une population qui vieillit, l'accès aux soins est une priorité de justice sociale.

Cette situation démontre clairement la nécessité d'une nouvelle organisation du système de santé qui rompt avec les GHT (groupements hospitaliers territoriaux), les fusions ou la rationalisation des modes de gestion.

La CGT ne se résout pas à la fatalité de ces choix politiques désastreux ; c'est dire l'importance de

soumettre au débat les propositions de la CGT :

- Suppression de l'ARS (remise en cause par les acteurs de la santé) qui a pour objet de définir l'offre de soins et l'organisation du système de santé s'inscrivant pleinement dans les politiques d'austérité dont les conséquences sont catastrophiques

- Mise en place d'un système de santé pour répondre aux besoins et éradiquer les déserts médicaux. Il s'agit de mettre en place un service public de santé financé et régulé par les cotisations sociales, assises sur la création collective de richesses et non par l'impôt.

- Replacer l'hôpital public dans un rôle pivot garant de l'intérêt général et renforcer la coordination avec les autres établissements, EHPAD et centres de santé.

- Un recrutement massif en personnel de santé : médecins, infirmières, aides-soignant-e-s...

Tels sont les grands axes pour une politique publique de santé favorisant l'égalité. Pour faire émerger les besoins et nos propositions pour construire ensemble des alternatives.

En Auvergne - Rhône-Alpes, nous avons décidé d'engager le débat.

## CONCLUSION

Le territoire est devenu un lieu structurant de la bataille de classe, un outil du capital au service d'une minorité, des politiques néolibérales qui n'ont qu'un seul objectif : la captation de la richesse créée par le travail par la surexploitation du monde du travail et de la nature, l'aggravation des inégalités entre et sur les territoires.

L'espace régional est à la croisée des politiques gouvernementales, régionales, européennes et des multinationales visant à une spécialisation des territoires, via notamment l'organisation d'activités d'excellence, autour de pôles de compétences, des métropoles.

Le premier lieu d'intervention de la CGT reste l'entreprise, le service, l'établissement et leurs principaux outils : le syndicat et les unions locales.

Pour autant, les réformes successives ont positionné les collectivités territoriales et particulièrement les régions, les métropoles et les intercommunalités comme des outils de mise en œuvre de politiques publiques qui traduisent des choix politiques qui ne prennent pas en considération la réponse aux besoins des citoyens. Elles sont devenues des lieux de pouvoirs, de décisions, sans associer les organisations syndicales.

Ces évolutions, nous ne les avons pas voulues. La CGT les condamne et lutte depuis des années contre leurs contenus et leurs conséquences régressifs.

Pour autant, nous devons intégrer ces mutations dans notre activité syndicale pour construire d'autres choix, tant elles structurent notre vie au travail et sur le territoire en AURA.

C'est pourquoi La CGT et l'ensemble de ses structures doivent encore mieux s'approprier ces transformations et leurs conséquences, pour les



contester et construire ensemble, en associant les syndicats, les travailleur.euses, et d'autres acteurs, des réponses autour de projets alternatifs, pour peser sur les choix et les décisions.

Aussi, dans la continuité des décisions prises dans les précédentes conférences régionales de l'Auvergne et de Rhône-Alpes, le comité régional et les 12 unions départementales confirment leur ambition revendicative de transformation sociale et environnementale. Les 12 UD affirment l'importance de travailler ensemble, avec les professions structurées en région, pour être davantage force de propositions, présentes sur les lieux de travail et dans tous les lieux où l'intérêt du monde du travail est en jeu.

Les UD ont ainsi conforté l'utilité d'un comité régional, un outil de coordination, d'aide et de soutien au service des organisations, de nos projets et du rapport de force : un lieu de partage et d'échanges d'expériences ; un lieu d'appropriation, de formation, d'anticipation, d'analyse et de stratégie ; un lieu d'aide, de soutien, de coordination de la démarche CGT du «travailler et faire ensemble» entre structures CGT et avec d'autres acteurs ; un lieu de construction des mobilisations et des convergences solidaires.

Les axes de travail qui seront validés par la prochaine conférence constitueront notre feuille de route commune pour travailler ensemble autour de projets revendicatifs et de vie syndicale pour « vivre, habiter et travailler toutes et tous, moins, mieux, en bonne santé», sur l'ensemble des territoires en AURA car il y a urgence sociale et climatique.



**ORGANIGRAMME DU COMITE REGIONAL CGT AUVERGNE – RHONE-ALPES**

**Bureau Régional** composé du : UD AURA + Secrétariat Régional

**Comité Régional** composé du : UD AURA + professions AURA + Secrétariat Régional

<b>EQUIPE ADMINISTRATIVE</b>	Saadi IHADJADENE	Francisca MARTIN-HUOT
	Secrétariat	Secrétariat

**SÉCRÉTARIAT RÉGIONAL**

**ANIMATEURS.TRICES RÉGIONAUX.LES**

**RESPONSABLES D'ACTIVITÉS**

Eric VIGOUROUX (Droits confédéraux)	Animation générale Lien confédéral Activités des comités régionaux Gestion du système informatique CESER
Eric GRANATA (Droits confédéraux)	Communication Formation syndicale Animation plate-forme TOUT SUR LE CSE CESER
Pierre MARSEIN (Convention CR)	Administrateur et politique financière Gestion des salariées
Françoise RODILLAT (Temps militant)	Administratrice adjointe Politique financière

Florent LE COQ	Travail / Emploi Formation professionnelle
Paul BLANCHARD	Travail / Emploi Formation professionnelle CESER
Fabrice FORT	ICT Industrie
??	Activité TPE ESS
Philippe FAURE	Animation Groupe CGT au CESER
Laurence MARGERIT	Animation Groupe CGT au CESER
Jacques PERRAT	Appropriation des évolutions socio-économiques et environnementales
Fabrice CANET	Travail/ Santé Protection sociale CESER

**GRUPE CGT AU CESER AUVERGNE – RHÔNE-ALPES**

Paul BLANCHARD - Fabrice CANET - Lionel CARDINAUX - Rosa DA COSTA - Patrick DALMAS  
- Philippe FAURE - Nathalie GELDHOFF - Virginie GENSEL - Eric GRANATA - Karine GUICHARD  
- Laurence MARGERIT - Christine MEQUIGNON - Agnès NATON - Pascal PELLORCE  
- Laëtitia PLANCHE - Chantal SALA - Nadia SALHI - Eric VIGOUROUX



## Coordonnées des professions AURA

### PROFESSIONS AURA :

AGRO AL AUVERGNE	LONGEON Jean Luc	fnafcgt.auvergne@orange.fr
AGROL AL RHONE-ALPES	FERRIER Damien	fnafcgt.ra@wanadoo.fr
BANQUES ET ASSURANCES (FSPBA)	CLAUDE Ségolène	segolene.claude@bnpparibas.com
BANQUES ET ASSURANCES (FSPBA)		mgenest@spba.cgt.org
BANQUES ET ASSURANCES AUV. (FSPBA)	BARINSKI Alain	alain.bara@free.fr
CHEMINOTS	GONTHIER Hervé	cgt-cheminots@wanadoo.fr
CHEMINOTS ALPES	PLAYT Francis	cgtcheminotsalpes@orange.fr
CHEMINOTS LYON	SAINT LEGER Laurent	secteur@cgtcheminotslyon.fr
CHIMIE AUVERGNE	GILLES Jean-Michel	jeanmichelgilles@yahoo.fr
CHIMIE RHONE-ALPES	CORGIER Michaël	fnic.cgt.ra@gmail.com
CHOMEURS ET PRECAIRES (CNTPEP)		
COMMERCE AURA		
COMMERCE AUVERGNE	ALONSO Patricia	alonso.pat38@gmail.com
CONSTRUCTION AUVERGNE	BION BOSTVIRONNOIS Aurore	aurorebion@yahoo.fr
CONSTRUCTION RHONE-ALPES	BOUSSELIU Mohamed	m.bousseliou@outlook.fr
DREAL ARA	DELIOT Cécile	cecile.deliot@developpement-durable.gouv.fr
EQUIPEMENT	ARDORE Nicolas	nicolas.ardore@developpement-durable.gouv.fr
FAPT AUVERGNE	FILIOL Emilie	urcgtpttauvergne@wanadoo.fr
FAPT RHONE-ALPES	SOULIER Sébastien	cgt.fapt.ra@orange.fr
FERC	DELOR Samuel	ferc.cgt.ra@orange.fr
FILPAC		
FINANCES	BRAHMI Michel	m.brahmi@cgtfinances.fr
INTERIMAIRES		
JOURNALISTES		
METAUX AUVERGNE (FTM)	BOULICOT Lionel	lionel.boulicot02@gmail.com
METAUX RHONE-ALPES (FTM)	FORT Fabrice	fabrice.fort@volvo.com
MINES / ENERGIE (FNME) AUVERGNE	MINGOT Aurélien	aurelien.mingot@enedis.fr
MINES / ENERGIE (FNME) RHONE-ALPES	DOUHAIZENET Géraud	g.douhaizenet@cgtardeche.org
ORGAS SOCIAUX RHONE-ALPES	DROGOZ Pierre-Yves	pydro42@gmail.com
ORGAS SOCIAUX AUVERGNE	CHAPOULY Brice	orgasociaux.auvergne@gmail.com
ORGAS SOCIAUX AUVERGNE	DAGUILLON Valérie	cgtsecuritesociale63@gmail.com
POLICE		cgtpoliceraa@gmail.com
PORTS ET DOCKS		
SANTE AUVERGNE	NIES Bruno	cgt.brunonies@gmail.com
SANTE AUVERGNE	NIORT Nathalie	natniort@msn.com
SANTE RHONE-ALPES	MERSEL Kamel	sante@cgtra.org
SERVICES PUBLICS AURA	CONSTANT Bruno	csd.cgt.ardeche@gmail.com
SERVICES PUBLICS AURA	LE GUERN Aodren	csd63cgt@gmail.com
SNASS /DREETS ARA	TASSO Nicolas	nicolas.tasso@mnc.sante.gouv.fr
SNTEFP / DREETS ARA	ABADIE Alexandra	alexandra.abadie@dreets.gouv.fr
SOCIETE D'ETUDES		
SPECTACLE	JAILLET Christophe	c.jaillet@free.fr
THC B	NASSI Hassen	cgt.tb.porcher@free.fr
TRANSPORTS	GRANDJANNY David	d.grandjanny@transport.cgt.fr
TRAVAILLEURS DE L'ETAT	LECAPITAINE Pascal	lecapitainepascal@yahoo.fr
UCR	LEBLOND Martine	martina.leblond@wanadoo.fr
UFSE		
USR AUVERGNE		usr63.cgt@orange.fr
USR RHONE-ALPES	AUFFEVES Jacques	usr69@cgt.com
USR RHONE-ALPES	BLANC Josiane	jos-blanc@orange.fr
VERRE CERAMIQUE		

## Coordonnées des UD AURA

---

### UD CGT AURA

### Secrétaire

### Coordonnées

UD Ain	JACQUET-GARCIA Corinne	<a href="mailto:udain@cgt01.fr">udain@cgt01.fr</a>
UD Allier	INDRUSIAK Laurent	<a href="mailto:ud3@cgt.fr">ud3@cgt.fr</a>
UD Ardèche	NICOLAS Sébastien	<a href="mailto:ud07@cgtardeche.org">ud07@cgtardeche.org</a>
UD Cantal	DELPIROUX Valérie et LAYBROS Laurence	<a href="mailto:ud15@cgt.fr">ud15@cgt.fr</a>
UD Drôme	MORVAN Gaëlle	<a href="mailto:ud@cgt26.fr">ud@cgt26.fr</a>
UD Isère	BENOIT Nicolas	<a href="mailto:accueil@cgt-isere.fr">accueil@cgt-isere.fr</a>
UD Loire	CARROT Mireille	<a href="mailto:ud42@cgtloire.org">ud42@cgtloire.org</a>
UD Haute-Loire	MARSEIN Pierre	<a href="mailto:ud43@cgt.fr">ud43@cgt.fr</a>
UD Puy de Dôme	DUGOURD Ghislain	<a href="mailto:accueil@cgt63.fr">accueil@cgt63.fr</a>
UD Rhône	PEREIRA AFONSO Joao	<a href="mailto:ud69@cgt.fr">ud69@cgt.fr</a>
UD Savoie	DOS SANTOS Kévin	<a href="mailto:udcgt73@cgtsavoie.org">udcgt73@cgtsavoie.org</a>
UD Haute-Savoie	PANISSE Aude	<a href="mailto:contact@cgt74.org">contact@cgt74.org</a>

## Liens utiles

---



Site internet du Comité Régional CGT AURA :

<https://www.cgt-aura.org/>



Lien livret des mandatés :

[Nos élu-es et mandaté-es - CGT Comité Régional Auvergne Rhône-Alpes \(cgt-aura.org\)](https://www.cgt-aura.org/nos-elu-es-et-mandat-e-s)



Lien plateforme tout sur le CSE :

<https://www.cgt-aura.org/tout-sur-le-cse/>



Lien actus CESER :

[CESER - CGT Comité Régional Auvergne Rhône-Alpes \(cgt-aura.org\)](https://www.cgt-aura.org/ceser)

Vous pouvez nous suivre sur :



[Suivre sur Facebook](#)



[Suivre sur Twitter](#)



[Suivre sur Instagram](#)



[Suivre sur LinkedIn](#)

14 rue Roger Salengro  
42300 Roanne

Tél. : 04 77 70 79 21

Email : [santemut-contact@mutuellederoanne.fr](mailto:santemut-contact@mutuellederoanne.fr)

[www.santemutroanne.fr](http://www.santemutroanne.fr)

10 rue Grenette  
42190 Charlieu



**VIVEZ...**

**...VOS LOISIRS...**

**...À TARIF RÉDUIT !**  
Ski, cinéma, bien-être, spectacles, parcs d'attractions, culture...

Avec la Carte Loisirs obtenez des remises dans toute la France et chez plus de 700 partenaires dans la région Rhône-Alpes.



Bénéficiez d'une offre privilégiée sur la Carte Loisirs. Renseignements auprès de votre collectivité.



Supplémentaire pour destination hors VFR résidents



[www.savatou.fr](http://www.savatou.fr)

# Votre organisation syndicale ( ) nous fait confiance, **pourquoi pas** **vous ?**

La Macif vous propose des solutions  
pour vous et votre famille :  
auto, habitation, santé...

Et aussi des solutions adaptées au monde  
de l'entreprise et des associations.

→ **Pour plus d'informations : [macif.fr](http://macif.fr)**

En AURA, 30 camarades Cgt sont délégué-e-s de sociétaires.

## **Contact :**

Julien PAULIAC - Coordinateur régional Cgt AURA  
06 32 89 10 63 - [julien.pauliac@elu.macif.fr](mailto:julien.pauliac@elu.macif.fr)



La Macif,  
c'est **vous.**